



EN VUE

Les outils pour investir près de chez soi



ivers types de placements permettent aux épargnants de soutenir l'économie locale.

LES LIVRETS

Les banques mutualistes proposent des livrets régionaux sans risque, accessibles à partir de 10 euros et rapportant entre 0,50 % et 3 % (brut), en fonction des établissements. Les sommes collectées sont utilisées pour financer des entreprises de la région. Certains de ces livrets sont par ailleurs consacrés à un domaine d'activité spécifique. Par exemple, « Transition énergétique » à la Banque populaire Auvergne-Rhône-Alpes, ou encore « La Vie d'ICI Innovation » au Crédit mutuel de Bretagne.

LE FINANCEMENT PARTICIPATIF

Certaines plates-formes de financement participatif (crowdfunding) mettent spécifiquement en relation des porteurs de projets à la recherche de fonds et les habitants souhaitant soutenir directement l'emploi près de chez eux. C'est le cas d'Épargne Occitanie, de Kiwaï, de GwenneG, de Tributile ou encore d'Occistart. Les épargnants peuvent

investir dans les entreprises concernées en actions ou en obligations, pour une durée souvent comprise entre deux et cinq ans. Attention, quelle que soit l'option choisie, vous pouvez perdre l'intégralité de votre mise si l'entreprise fait faillite ou ne peut rembourser sa dette. Sauf pour la plate-forme Kiwaï, qui intervient sur des projets de développement durable en Normandie : ici, « la Caisse d'épargne Normandie garantit le capital investi et les intérêts promis aux épargnants », explique Bruno Goré, président de cette banque.

LE CAPITAL-INVESTISSEMENT

Le capital-investissement (*private equity*) consiste à investir au capital de sociétés non cotées. « Des cadres ou chefs d'entreprise ayant eu une belle carrière veulent se rendre utiles en s'impliquant dans la vie économique locale et deviennent business angels : ils investissent directement au capital de PME de leur région. Le ticket d'entrée est de l'ordre de 10 000 euros par opération », explique Jacques Meler, coprésident de l'association France Angels, qui estime à 5 500 le nombre de *business angels* actifs chaque année en France. On peut aussi passer par des fonds de capital-investissement, car

certains sont à connotation régionale. Bloqués de huit à dix ans, ils sont accessibles aux particuliers par le biais de leur banque, à partir de quelques milliers d'euros d'apport. Très en vogue dans les années 2000, les fonds d'investissement de proximité sont, eux, en voie de disparition. Trop de contraintes de gestion, des performances décevantes et une spécificité régionale progressivement gommée ont eu raison de ces produits. Dans tous les cas, investir dans le non-coté est risqué.

L'IMMOBILIER

Il est enfin possible d'investir dans sa région par l'immobilier, en achetant un bien pour le louer, que ce soit un logement, un commerce ou un atelier. Il est, en effet, plus simple de gérer la relation avec le locataire et les travaux d'entretien lorsqu'on vit à proximité. Mais il ne faut pas perdre de vue l'aspect financier de l'opération, qui nécessite de vérifier la dynamique de la demande locative, les perspectives d'évolution des prix, etc. « Investir dans sa région car on l'aime est une bonne idée. Mais pas forcément dans son quartier ou dans sa ville », prévient Stéphane van Huffel, cofondateur de Netinvestissement. ■

A. LA.

